



Pour en finir avec les déficits :

les PME invitent Ottawa à faire preuve de responsabilité budgétaire — Mise à jour du Budget 2025

Mars 2026

FCEI
FÉDÉRATION CANADIENNE
DE L'ENTREPRISE INDÉPENDANTE
En affaires pour vos affaires.

Faits saillants



Le gouvernement fédéral a enregistré un déficit à chaque exercice depuis 2015-2016. Le déficit, qui s'élevait à 36,3 milliards de dollars en 2024-2025, pourrait atteindre 78,3 milliards de dollars pour l'exercice en cours (2025-2026).



3 propriétaires de PME sur 4 sont préoccupés par l'absence de plan du gouvernement pour équilibrer le budget.



Les propriétaires de PME sont d'avis que le retour à l'équilibre budgétaire et la réduction de la dette passent par une rigueur budgétaire accrue. Ils appuient diverses mesures, dont les suivantes :

- réduire la taille et le coût de la fonction publique fédérale (89 %);
- instaurer des lois pour limiter les dépenses du gouvernement (87 %);
- geler le budget de fonctionnement de tous les ministères à leurs niveaux actuels (84 %).



En revanche, 92 % des propriétaires de PME s'opposent à l'augmentation des taxes, des impôts et des frais, afin de ne pas freiner leurs activités et de ne pas décourager la prochaine génération d'entrepreneurs.

Introduction

L'exploitation d'une entreprise comprend de nombreux défis. Les propriétaires de PME du pays sont confrontés à des défis de taille actuellement, dont un ralentissement de la demande et une hausse des frais d'exploitation. Les propriétaires de PME font néanmoins de leur mieux pour garder leurs finances en ordre. Ils en attendent autant de tous les paliers de gouvernement, notamment du fédéral.

Or, les finances publiques fédérales sont loin d'être en ordre. Le gouvernement du Canada multiplie les déficits budgétaires et sa dette gonfle à vue d'œil. D'ailleurs, 3 propriétaires de PME sur 4 (74 %) sont préoccupés par l'absence d'un plan pour atteindre l'équilibre budgétaire¹, et 81 % pensent que le retour à l'équilibre budgétaire et le remboursement de la dette publique devraient être prioritaires pour le gouvernement². Les dettes d'aujourd'hui deviendront les impôts de demain. Si Ottawa ne rectifie pas la situation, il sera encore plus difficile pour les prochaines générations de bâtir une économie prospère.

Dans cette publication, la FCEI se penche sur la situation budgétaire du gouvernement fédéral depuis l'exercice 2012-2013. Elle présente aussi des recommandations de politiques publiques que les propriétaires de PME souhaitent voir le gouvernement adopter pour parvenir à l'équilibre budgétaire tout en offrant aux entrepreneurs d'aujourd'hui et de demain les incitatifs dont ils ont besoin pour développer leur entreprise, innover et stimuler leur productivité.

« En tant que contribuables, nous trouvons essentiel que le gouvernement gère les fonds publics de manière responsable et disciplinée. Ce n'est pas un puits sans fond ou un pot de bonbons dans lequel on peut piger à l'infini sans conséquences. Il est temps d'adopter une gestion financière sérieuse axée sur l'équilibre budgétaire et la réduction de la dette afin d'assurer la stabilité économique pour l'avenir.

À l'heure actuelle, le Canada accumule une dette insoutenable et les dépenses irresponsables du gouvernement doivent être maîtrisées. »

Propriétaire de PME, secteur des transports, Ontario

Les déficits récurrents d'Ottawa

Depuis l'exercice 2012-2013, le gouvernement du Canada enregistre presque exclusivement des déficits³, ses dépenses dépassant ses recettes même si celles-ci sont en croissance (figure 1). La hausse marquée des dépenses pour la période 2020-2022 (figure 1) est en grande partie attribuable à la pandémie et aux mesures d'aide mises en place. Cependant, selon le Budget

¹ FCEI, sondage *Votre Voix*, septembre 2024, n = 2 120.

² FCEI, sondage *Votre Voix*, décembre 2023, n = 2 966. Note : ces chiffres correspondent aux réponses « Priorité moyenne » et « Haute priorité ».

³ Seule exception : l'exercice 2014-2015, où le gouvernement a inscrit un excédent budgétaire de 1,9 G\$.

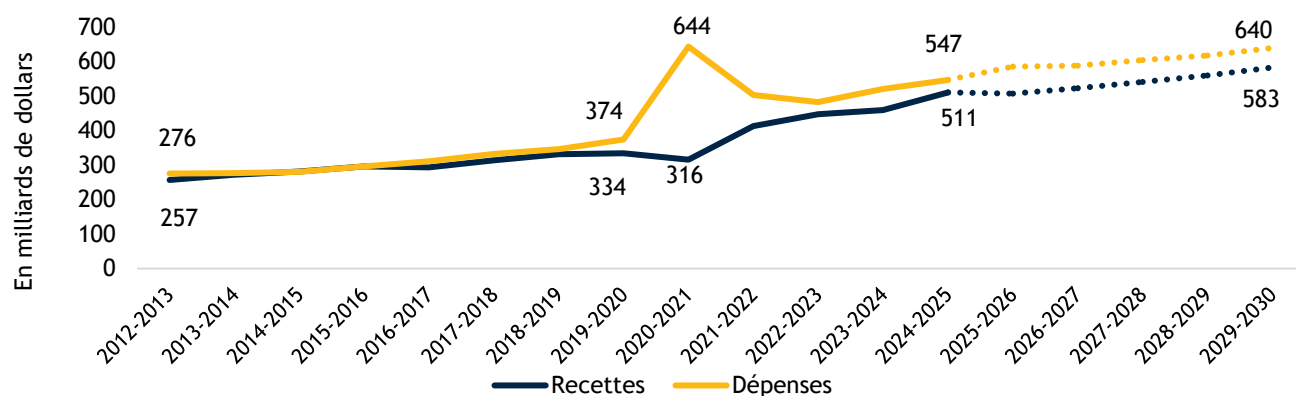
2025⁴, le gouvernement fédéral enregistre toujours des niveaux de dépenses élevés, même après la pandémie. Pour l'exercice 2024-2025, alors que l'Énoncé économique de l'automne de 2024 prévoyait un déficit de 48,3 milliards de dollars, il s'est finalement élevé à 36,3 milliards de dollars^{5,6}. Mais la situation se dégradera, puisque le déficit devrait atteindre 78 milliards de dollars en 2025-2026, soit presque deux fois les 42,2 milliards projetés dans l'Énoncé économique de l'automne pour cet exercice^{7,8}.

Le gouvernement fédéral a récemment séparé les investissements en capital des dépenses de fonctionnement. Or, peu importe la façon dont ces dépenses sont présentées, le déficit demeure considérable. Il convient également de noter que, selon le Bureau du directeur parlementaire du budget (BDPB), la définition d'investissements en capital du gouvernement est excessivement large et subjective⁹.

Près de 7 propriétaires de PME sur 10 sont contre le déficit de 78 G\$ en 2025-2026 sans plan de retour à un équilibre budgétaire global dans les 5 prochaines années¹⁰. Selon eux, les déficits (figure 2) devraient être réservés aux récessions et autres circonstances imprévues. Ils ne devraient certainement pas devenir structurels, ou de pratique courante, en dehors de périodes précises. Il est important que le gouvernement gère les finances publiques de manière responsable, non seulement pour avoir les reins solides en cas de crise, mais aussi pour laisser le pays dans une bonne situation budgétaire à la prochaine génération.

Figure 1 - Recettes et dépenses du gouvernement fédéral, données réelles (exercices 2012-2013 à 2024-2025) et projetées (exercices 2025-2026 à 2029-2030)

Les dépenses du gouvernement fédéral ont dépassé ses recettes à quasiment chaque exercice depuis 2012-2013



⁴ Gouvernement du Canada, Un Canada fort - Budget 2025, 2025. Consulté en décembre 2025 : <https://budget.canada.ca/2025/report-rapport/pdf/budget-de-2025.pdf>

⁵ Gouvernement du Canada, Un Canada fort - Budget 2025, 2025. Consulté en décembre 2025 : <https://budget.canada.ca/2025/report-rapport/pdf/budget-de-2025.pdf>

⁶ Gouvernement du Canada, Énoncé économique de l'automne de 2024, tableau A1.6, 2024. Consulté en décembre 2024 : <https://budget.canada.ca/update-miseajour/2024/home-accueil-fr.html>

⁷ Gouvernement du Canada, Un Canada fort - Budget 2025, 2025. Consulté en décembre 2025 : <https://budget.canada.ca/2025/report-rapport/pdf/budget-de-2025.pdf>

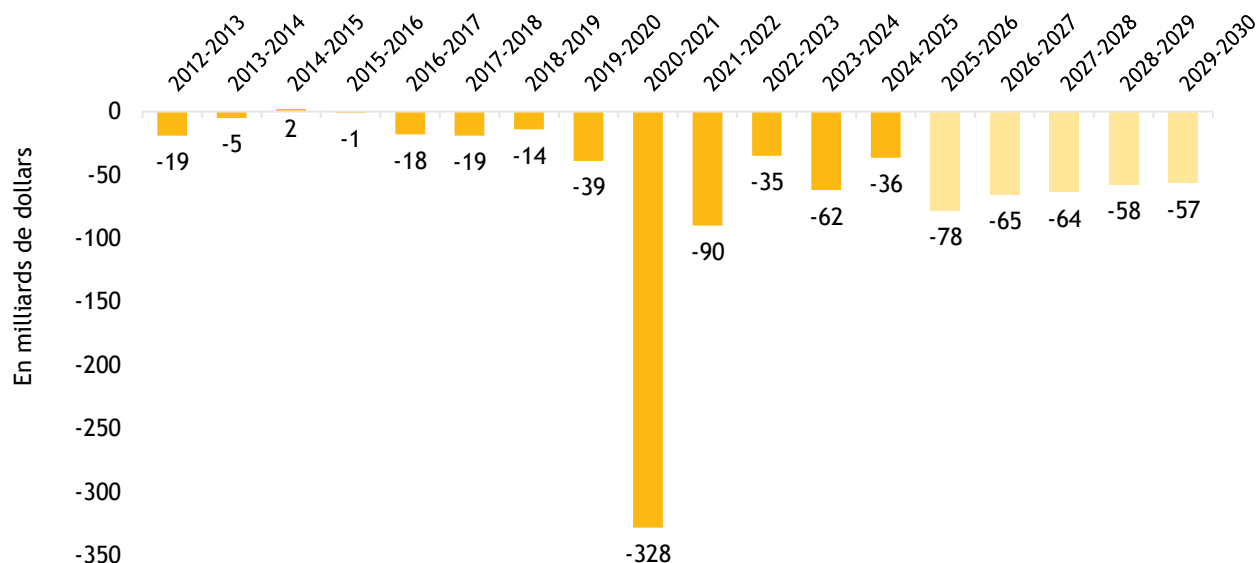
⁸ Gouvernement du Canada, Énoncé économique de l'automne de 2024, tableau A1.6, 2024. Consulté en décembre 2024 : <https://budget.canada.ca/update-miseajour/2024/home-accueil-fr.html>

⁹ Bureau du directeur parlementaire du budget, Budget de 2025 : enjeux pour les parlementaires, 2025. Consulté en décembre 2025 : <https://www.pbo-dpb.ca/fr/publications/RP-2526-017-S--budget-2025-issues-parliamentariens--budget-2025-enjeux-parlementaires>

¹⁰ FCEI, sondage *Votre Voix*, décembre 2025, n = 1 496.

Figure 2 - Déficits du gouvernement fédéral, données réelles (exercices 2012-2013 à 2024-2025) et projetées (exercices 2025-2026 à 2029-2030)

Ottawa dépense au-dessus de ses moyens : 12 de ses 13 derniers exercices ont été déficitaires



Source pour les figures 1 et 2 : Gouvernement du Canada, Rapport financier annuel du gouvernement du Canada, exercices 2012-2013 à 2024-2025, 2025. Consulté en décembre 2025 : <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/services/publications/rapport-financier-annuel.html>

Gouvernement du Canada, Un Canada fort - Budget 2025, 2025. Consulté en décembre 2025 : <https://budget.canada.ca/2025/report-rapport/pdf/budget-de-2025.pdf>

La dette fédérale s'alourdit

À cause des déficits répétés (figure 2), la dette fédérale¹¹ - ou le déficit accumulé - a doublé entre les exercices 2012-2013 et 2024-2025, passant de 602,4 G\$ à 1 266,5 G\$ (figure 3)^{12,13}. C'est l'équivalent de 30 407 \$ par habitant^{14,15}.

Quant aux frais annuels de la dette publique, ils ont augmenté de 84 % dans le même intervalle, passant de 29 G\$ en 2012-2013 à 53,4 G\$ en 2024-2025, et ils devraient grimper à 76,1 G\$ en 2029-2030 selon les projections, ce qui représenterait une augmentation de 162 %^{16,17}. Ces frais réduisent les fonds dont dispose le gouvernement pour baisser les impôts et fournir des services essentiels à la population canadienne. En fait, tout l'argent de la TPS qui sera perçu pendant

¹¹ La dette fédérale correspond à la différence entre le passif total et l'actif total du gouvernement. Le passif comprend la dette contractée sur les marchés, les obligations au titre des régimes de retraite et d'avantages sociaux des fonctionnaires fédéraux et l'impôt à payer. L'actif comprend l'impôt exigible, l'intérêt financier dans les sociétés d'État, de même que les biens immobiliers.

¹² Gouvernement du Canada, Rapport financier annuel du gouvernement du Canada, Exercice 2012-2013, 2013. Consulté en octobre 2024 : <https://www.canada.ca/content/dam/canada/financial-consumer-agency/migration/ra/ausujet/planification/rapportsannuels/documents/acfc- rapport-annuel-2012-2013.pdf>

¹³ Gouvernement du Canada, Rapport financier annuel du gouvernement du Canada, Exercice 2024-2025, décembre 2025. Consulté en décembre 2025 : <https://www.canada.ca/content/dam/fin/publications/afr-rfa/2025/afr-rfa-2024-25-fra.pdf>

¹⁴ La FCEI a divisé la dette de l'exercice 2024-2025 par la population canadienne en octobre 2024.

¹⁵ Statistique Canada, Estimations de la population du Canada, troisième trimestre de 2025. Consulté en décembre 2025 : https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1710000901&request_locale=fr

¹⁶ Gouvernement du Canada, Rapport financier annuel du gouvernement du Canada, exercices 2012-2013 à 2024-2025, 2025. Consulté en décembre 2025 : <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/services/publications/rapport-financier-annuel.html>

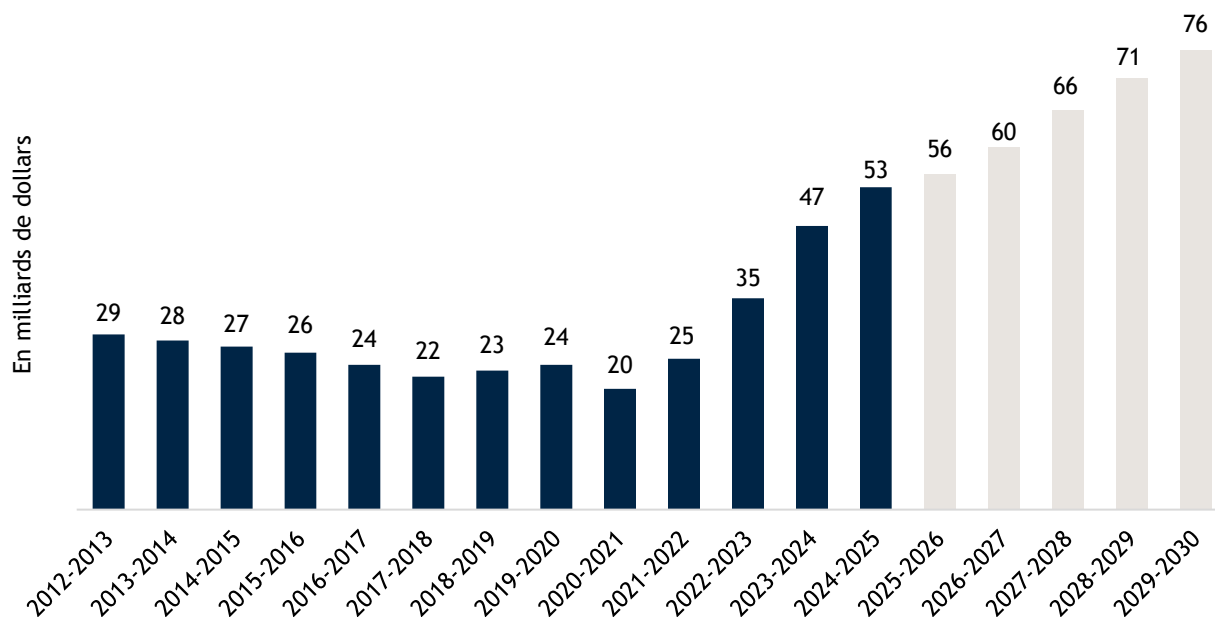
¹⁷ Gouvernement du Canada, Budget 2025. État sommaire des opérations, tableau A1.7, 2025. Consulté en décembre 2025 : <https://budget.canada.ca/2025/report-rapport/pdf/budget-de-2025.pdf>

l'exercice 2024-2025 ne suffira pas à couvrir les frais de la dette de 53,4 G\$¹⁸, ce qui est presque l'équivalent des budgets 2025-2026 combinés du Manitoba, de la Saskatchewan et de Terre-Neuve-et-Labrador^{19,20,21,22}.

Le remboursement de la dette est appelé à demeurer un problème majeur, puisque les frais de la dette publique fédérale devraient atteindre 76,1 G\$ en 2029-2030 en raison de l'augmentation de l'encours de la dette et de la hausse des taux d'intérêt, selon le Budget 2025²³. En 2029-2030, les frais de la dette à eux seuls équivaudront au montant qui aurait permis d'éliminer la TPS, la taxe sur l'énergie, les droits de douane et d'autres taxes d'accise en 2024-2025, tout en laissant un surplus de 4 G\$²⁴.

Figure 3 - Frais de la dette publique du gouvernement fédéral, données réelles (exercices 2012-2013 à 2024-2025) et projetées (exercices 2025-2026 à 2029-2030)

Les frais de la dette publique fédérale ont augmenté de 21 % entre 2012-2013 et 2024-2025



¹⁸ Gouvernement du Canada, Rapport financier annuel du gouvernement du Canada, Exercice 2024-2025, tableau 3, décembre 2025. Consulté en décembre 2025 : <https://www.canada.ca/content/dam/fin/publications/afr-rfa/2025/afr-rfa-2024-25-fra.pdf>

¹⁹ Gouvernement du Manitoba, *Bâtir un Manitoba uni - Le budget de 2025*, 2025, page 7, 2025. Consulté en octobre 2024 : https://www.manitoba.ca/asset_library/en/budget2024/budget2024.pdf

²⁰ Gouvernement de la Saskatchewan, *Delivering for you, Provincial budget 2025-26*, page 21, 2024. Consulté en octobre 2024 : <https://budget.saskatchewan.ca/pub/documents/2025-26%20Budget%20materials/2025-26-provincial-budget---web.pdf>

²¹ Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador, *Budget 2025, Budget highlights*, 2025. Consulté en décembre 2025 : <https://www.gov.nl.ca/budget/2025/what-you-need-to-know/budget-highlights/>

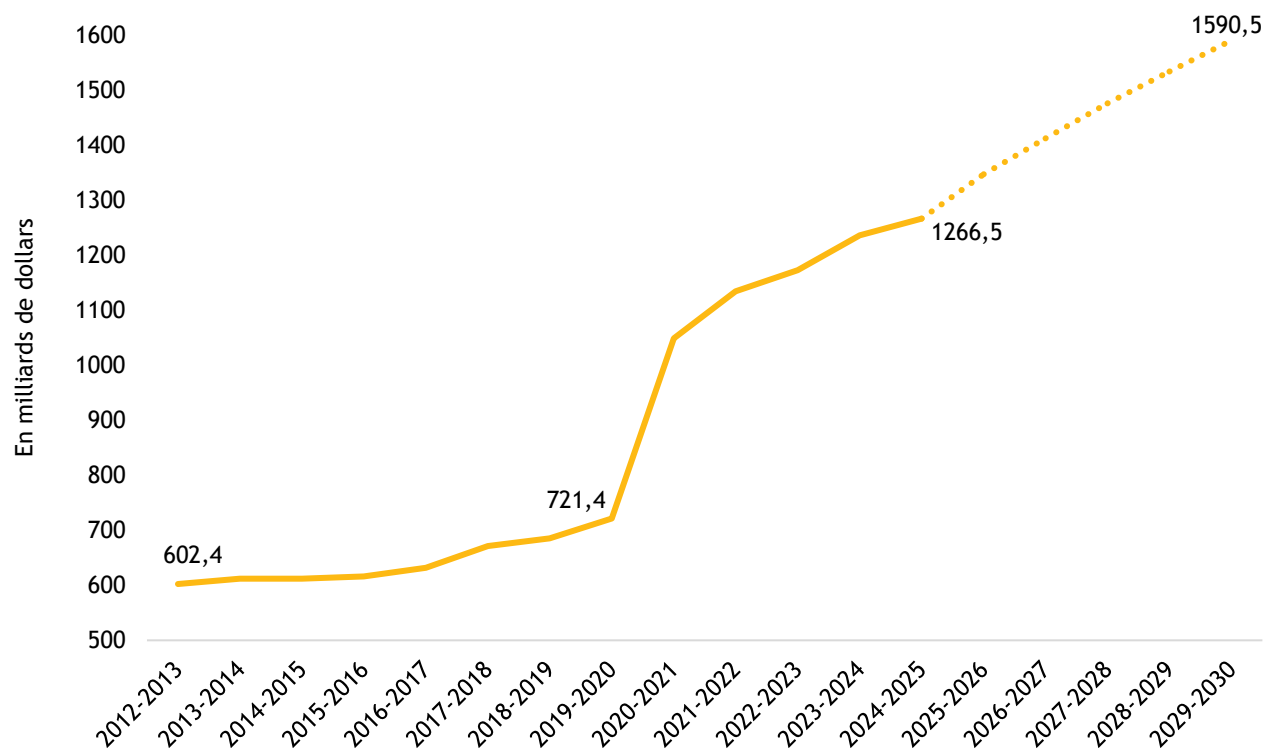
²² Par souci de simplicité, nous avons arrondi les dépenses à 25,1 G\$ pour le Manitoba, à 21,1 G\$ pour la Saskatchewan et à 10 G\$ pour Terre-Neuve-et-Labrador.

²³ Gouvernement du Canada, *Un Canada fort - Budget 2025*, 2025. Consulté en décembre 2025 : <https://budget.canada.ca/2025/report-rapport/pdf/budget-de-2025.pdf>

²⁴ Gouvernement du Canada, Rapport financier annuel du gouvernement du Canada, Exercice 2024-2025, tableau 3, décembre 2025. Consulté en décembre 2025 : <https://www.canada.ca/content/dam/fin/publications/afr-rfa/2025/afr-rfa-2024-25-fra.pdf>

Figure 4 - Dette fédérale, données réelles (exercices 2012-2013 à 2024-2025) et projetées (exercices 2025-2026 à 2029-2030)

La dette fédérale a doublé au cours de la dernière décennie



Source pour les figures 3 et 4 : Gouvernement du Canada, Rapport financier annuel du gouvernement du Canada, exercices 2012-2013 à 2024-2025, 2025. Consulté en décembre 2025 : <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/services/publications/rapport-financier-annuel.html>

Gouvernement du Canada, Un Canada fort - Budget 2025. Consulté en décembre 2025 : <https://budget.canada.ca/2025/report-rapport/pdf/budget-de-2025.pdf>

L'abandon de la cible budgétaire fixée

Au fil des ans, les gouvernements ont présenté plusieurs cibles budgétaires, comme équilibrer le budget ou réduire le ratio dette/PIB. Toutefois, lorsque ces engagements ne sont pas inscrits dans une loi, ils finissent souvent par être abandonnés ou modifiés. Dans le Budget 2025, le gouvernement a présenté deux nouvelles cibles budgétaires. La première est un engagement à équilibrer les dépenses de fonctionnement en fonction des revenus d'ici 2028-2029²⁵. Toutefois, l'équilibre fiscal doit s'appliquer à toutes les dépenses, pas seulement aux dépenses courantes. La deuxième cible est la réduction du ratio déficit/PIB. Selon les prévisions du Budget 2025, ce ratio devrait atteindre 2,5 % en 2025-2026, avant de diminuer à 1,5 % d'ici l'exercice 2029-2030²⁶. Toutefois, selon le BDPB, il y a seulement de 7,5 % de chances que le ratio déficit/PIB diminue entre 2026-2027 et 2029-2030; c'est donc peu probable que le gouvernement atteigne

²⁵ Gouvernement du Canada, Un Canada fort - Budget 2025, 2025. Consulté en décembre 2025 : <https://budget.canada.ca/2025/report-rapport/pdf/budget-de-2025.pdf>

²⁶ Gouvernement du Canada, Un Canada fort - Budget 2025, 2025, tableau 1, 2025. Consulté en décembre 2025 : <https://budget.canada.ca/2025/report-rapport/pdf/budget-de-2025.pdf>

sa cible budgétaire²⁷. Le BDPD note également que la diminution du ratio déficit/PIB indique que les nouveaux emprunts augmentent moins vite que la taille de l'économie, mais cela ne garantit pas pour autant une baisse du ratio dette fédérale/PIB avec le temps.

La réduction du ratio déficit/PIB est une des multiples cibles budgétaires qu'utilisent les gouvernements pour gérer les finances publiques. Par exemple, d'autres pays ont adopté un mécanisme de « frein à l'endettement » pour gérer les dépenses de l'État. Cette approche comprend des éléments tels que le maintien d'un équilibre budgétaire et le plafonnement des dépenses en fonction des recettes projetées.

Équilibre budgétaire : la perspective des PME

La vaste majorité des propriétaires de PME (95 %) sont préoccupés par les niveaux actuels des dépenses et de la dette du gouvernement fédéral²⁸. Ils s'inquiètent particulièrement de l'absence d'un plan clair pour atteindre l'équilibre budgétaire (74 %) et craignent une augmentation de leur fardeau fiscal dans le futur²⁹.

Sondés sur les mesures que devrait prendre le gouvernement pour atteindre l'équilibre budgétaire, 89 % des propriétaires de PME se disent en vaste majorité favorables à la **réduction de la taille et du coût de la fonction publique fédérale** (figure 5). En outre, 93 % des propriétaires de PME du Québec sont particulièrement favorables à cette approche. De plus, 87 % des propriétaires de PME appuient aussi l'idée d'**instaurer des lois pour limiter les dépenses du gouvernement, en dehors des situations de crise (mondiale/économique)**. Enfin, 84 % pensent que le gouvernement devrait **geler le budget de fonctionnement de tous les ministères à leurs niveaux actuels**.

Par ailleurs, 62 % des propriétaires de PME pensent que le gouvernement fédéral devrait éviter de mettre en place de nouveaux programmes sociaux ou d'élargir ceux qui existent déjà (p. ex., soins dentaires, assurance-médicaments) et 63 % qu'il devrait envisager de vendre des actifs qui appartiennent au gouvernement (p. ex., sociétés d'État, terrains, immeubles).

Cela dit, 92 % des propriétaires de PME sont contre l'augmentation des taxes, impôts et frais pour les particuliers et les entreprises, et 83 % sont contre les mesures qui réduiraient les investissements dans les infrastructures.

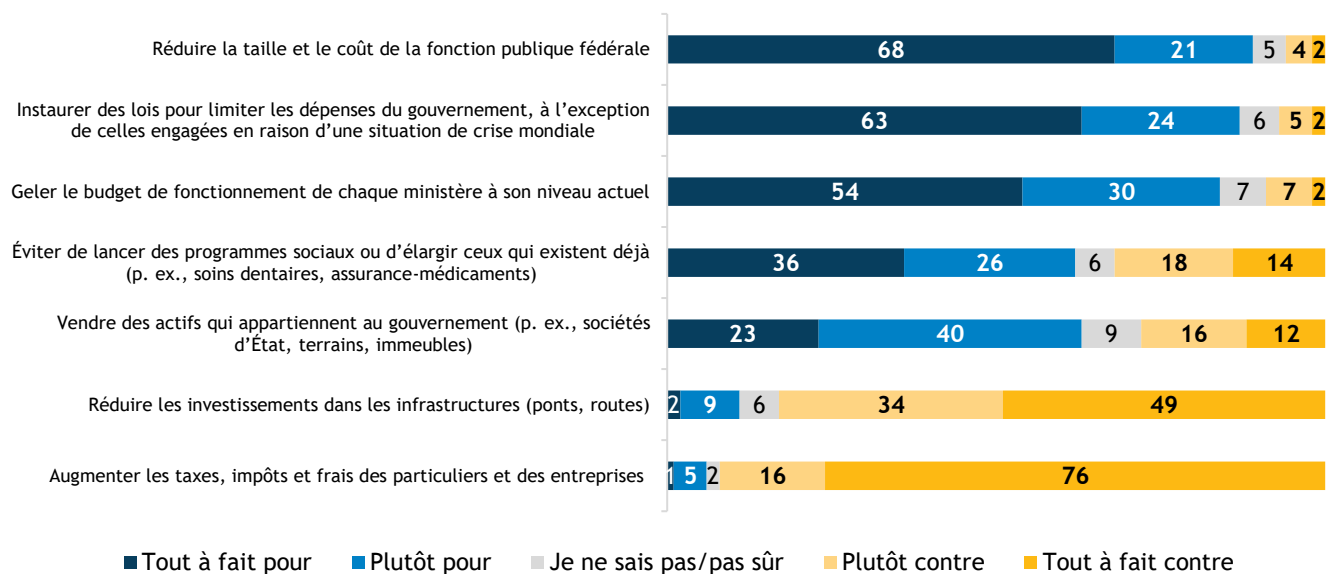
²⁷ Bureau du directeur parlementaire du budget, Budget de 2025 : enjeux pour les parlementaires, 2025. Consulté en décembre 2025 : <https://www.pbo-dpb.ca/fr/publications/RP-2526-017-S--budget-2025-issues-parliamentarians--budget-2025-enjeux-parlementaires>

²⁸ FCEI, sondage *Votre Voix*, septembre 2024, n = 2 120.

²⁹ Dans le prochain paragraphe, les résultats présentés correspondent aux réponses « Tout à fait pour » et « Plutôt pour » dans le cas des opinions favorables, et aux réponses « Tout à fait contre » et « Plutôt contre » dans le cas des opinions défavorables.

Figure 5 - Recommandations soutenues par les PME

Dans quelle mesure êtes-vous pour ou contre les mesures fédérales potentielles suivantes pour atteindre l'équilibre budgétaire et réduire la dette publique?



Source : FCEI, sondage *Votre Voix*, septembre 2024, n = 2 120.

Conclusions et recommandations

Le gouvernement fédéral doit freiner sa propension à dépenser. Les propriétaires de PME désapprouvent à 92 % l'idée d'accroître les recettes en augmentant les taxes, les impôts et les frais³⁰. Ils citent déjà les coûts fiscaux et réglementaires parmi les principaux facteurs exerçant des pressions sur les finances de leur entreprise³¹. Des taxes et des impôts élevés empêchent les PME de croître, de prospérer et de contribuer à l'économie, et découragent la prochaine génération d'entrepreneurs.

Ainsi, la FCEI recommande que le gouvernement fédéral prenne les mesures suivantes :

- Adopter un plan clair de retour à l'équilibre budgétaire global, assorti d'indicateurs précis permettant de mesurer les progrès accomplis, pour mettre fin au cycle des déficits.
- Adopter une cible budgétaire qui permettra vraiment de réduire le déficit et la dette, et pas seulement d'en stabiliser la croissance par rapport au PIB.
- Instaurer des lois pour limiter les dépenses du gouvernement en dehors des situations de crise mondiale.
- Mener un examen interne ambitieux et significatif pour réduire efficacement la taille et le coût de la fonction publique fédérale. Les efforts de réduction des effectifs devraient être guidés par la demande de services, le rendement et les résultats ainsi que les priorités opérationnelles, et pas seulement par l'ancienneté ou la classification des postes. La réduction des effectifs peut également passer par l'attrition et la fin de contrats d'employés.
- Geler le budget de fonctionnement de tous les ministères à leurs niveaux actuels.
- Éviter de mettre en place de nouveaux programmes sociaux ou d'élargir ceux qui existent déjà (p. ex., soins dentaires, assurance-médicaments).
- Vendre des actifs qui appartiennent au gouvernement (p. ex., sociétés d'État, terrains, immeubles), quand c'est possible.

Méthodologie

La FCEI est une organisation non partisane qui représente les intérêts de 103 000 PME au Canada. Entièrement financée par ses membres, elle sonde régulièrement ces derniers sur différents sujets. Dans le présent rapport, la FCEI présente le point de vue des propriétaires de PME sur la situation budgétaire d'après un sondage qu'elle a mené en septembre 2024 auprès de 2 120 d'entre eux. La FCEI fait également référence à des données provenant des rapports financiers annuels du gouvernement du Canada pour les exercices 2012-2013 à 2024-2025. Le présent rapport ne constitue pas une analyse économique.

³⁰ FCEI, sondage *Votre Voix*, septembre 2024, n = 2 120.

³¹ FCEI, *Baromètre des affaires*, septembre 2024.

Les auteures



Juliette Nicolaj est analyste des politiques bilingue à la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI). Basée à Ottawa, elle travaille sur un certain nombre d'enjeux à l'échelle nationale, notamment les dossiers liés à l'agriculture, à l'immigration et aux politiques du travail.



À titre de directrice des Affaires nationales, **Christina Santini** contribue à diriger les activités d'analyse des politiques, de communication et de défense des intérêts des petites entreprises auprès du gouvernement fédéral sur des sujets touchant les PME de tout le pays, tous secteurs confondus. Depuis qu'elle s'est jointe à la FCEI en 2022, les dossiers sur lesquels elle travaille concernent notamment les lois fédérales sur le travail, les pénuries de main-d'œuvre et la politique budgétaire.

À propos de la FCEI

La FCEI est une organisation non partisane qui représente exclusivement les intérêts de 103 000 PME au Canada. La capacité de recherche de la FCEI est inégalée, puisqu'elle permet la collecte de renseignements concrets et récents auprès de ses membres sur des enjeux qui touchent quotidiennement leur fonctionnement et leurs résultats financiers. À ce titre, la FCEI est une excellente source de renseignements à jour dont les gouvernements peuvent profiter pour élaborer des politiques qui touchent le milieu des petites entreprises canadiennes. Pour en savoir plus, consultez le site fci.ca.

